

## L'économie de Wallis-et-Futuna en 2010 : une reprise tirée par les marchés publics

Après une année 2009 marquée par un climat économique particulièrement morose, l'activité du Territoire s'est redressée en 2010, avec des effets davantage ressentis à partir du second semestre de l'année. Cette reprise trouve son origine dans de nombreux marchés publics, exécutés dès le début 2010 dans le cadre des travaux d'infrastructures scolaires du 9<sup>e</sup> FED puis tout au long de l'année grâce, entre autres, aux chantiers du plan de relance financés par l'Etat.

Cette commande publique, dont ont bénéficié les entreprises du BTP en particulier, a été accompagnée d'une reprise des investissements, mais celle-ci a été moins vigoureuse qu'attendu, en raison des incertitudes sur le moyen terme. La demande des ménages s'est redressée mais elle a été pénalisée par une hausse des prix assez prononcée, non suivie d'une revalorisation de salaires correspondante. Les financements accordés aux particuliers accusent un fort repli sur l'année malgré une reprise du crédit à la consommation au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2010. Les créations d'emplois observés au cours du premier trimestre se sont avérées précaires.

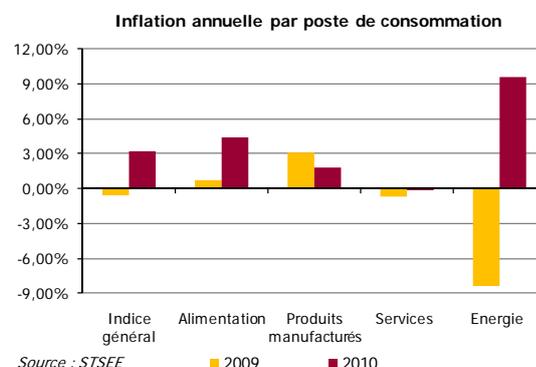
L'année 2010 aura aussi été marquée par le passage du cyclone *Tomas*, qui a durement touché l'île de Futuna. Les travaux les plus urgents de réhabilitation ont été suivis d'une période de reconstruction et d'une aide apportée aux sinistrés, en numéraire comme en nature avec les dons de la Croix-Rouge.

### LES INDICATEURS MACROECONOMIQUES EN DEMI-TEINTE

#### Une hausse des prix tirée par les tarifs de l'énergie

L'indice des prix à la consommation (IPC) croît de 3,2 % en glissement annuel en 2010, suite à une baisse de 0,6 % en 2009.

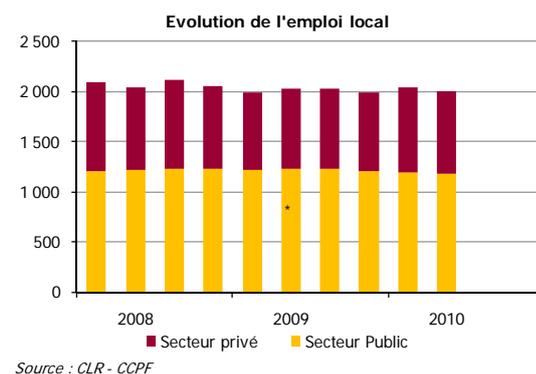
Cette hausse provient essentiellement du poste « énergie » qui enregistre une hausse annuelle de 9,5 %, contribuant à près de la moitié de l'inflation observée, et du poste des produits alimentaires, dont les prix augmentent de 4,3 % (contre +0,7 % en 2009). Les prix des produits manufacturés sont légèrement en hausse (1,8 %) tandis que les tarifs pratiqués pour les services restent stables (- 0,1 %) pour la deuxième année consécutive.



#### Une progression du secteur privé à confirmer

Selon les derniers chiffres disponibles, 2 007 salariés ont été déclarés auprès de la Caisse Locale de Retraites au 30/06/2010 contre 1 997 six mois auparavant (+0,5 %). Le secteur privé progresse de 39 postes en un semestre (+4,9 % à 827 salariés), mais avait atteint jusqu'à 847 salariés en mars 2010. Certains emplois créés au cours du premier trimestre 2010 dans le BTP ou les services n'ont pas été maintenus.

Parallèlement, le déclin des effectifs du secteur public se poursuit, avec une perte de 2,4 % de ses effectifs en un semestre. En proportion, le poids du secteur privé dans l'emploi local progresse légèrement, à 41,2 % au 30 juin contre 39,5 % au 31 décembre 2009.



## Une reprise de la consommation des ménages

Le redressement de la consommation des ménages, perceptible dès le second trimestre, s'est accentué sur la deuxième moitié de l'année. Cette progression ne lui permet cependant pas de retrouver les niveaux de 2008.

Les importations de biens de consommation enregistrent une hausse de 6,3 % sur l'année, avec un second semestre supérieur de 47,6 % au premier semestre. De même, les importations de meubles et articles d'équipement du foyer ont été quasiment multipliées par deux entre la première et la seconde partie de l'année (+92,4 %) et ressortent en progression de 32,4 % par rapport à 2009. Elles restent cependant respectivement inférieures de 12,6 % et 17 % à leur niveau de 2008.

En revanche, les ventes de voitures particulières enregistrent une nouvelle baisse en 2010, avec 53 nouveaux véhicules immatriculés, contre 76 immatriculations en 2009 et 140 en 2008. Ce faible dynamisme des ventes reflète une certaine saturation du marché : entre 2005 et 2008, 637 véhicules neufs ont été mis en circulation sur l'archipel, qui compte 3 100 foyers.

Cette meilleure orientation a cependant été freinée par une dégradation du pouvoir d'achat des ménages. La revalorisation du SMIG de 3 %, au 1<sup>er</sup> avril 2010, n'a eu d'effet direct que pendant 10 mois en 2010, alors que la hausse des prix constatée sur la même période a été de 3,2% ; ce différentiel est davantage marqué pour les agents de la fonction publique locale, dont la revalorisation des traitements n'a été que de 0,5 % en août 2010.

## Une reprise de l'investissement encore peu vigoureuse

L'investissement des entreprises a connu une reprise en 2010, qui s'est traduite par une hausse annuelle de 16,2 % des importations de biens d'équipement, suite à une contraction de 22,1 % entre 2008 et 2009. Ces importations ne retrouvent cependant pas encore leur niveau de 2008. La vigueur de la commande publique en 2010 aurait pu laisser présager un niveau encore plus soutenu d'investissement. Il semble que les professionnels auraient préféré différer leurs investissements, évoquant les incertitudes quant au renouvellement du carnet de commandes ainsi qu'un manque de trésorerie lié aux délais de règlement des marchés publics.

Comme pour les voitures particulières, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs sont en repli en 2010, à 67 unités contre 76 en 2009. Cette baisse fait suite à une forte augmentation du parc en 2007 et 2008 (238 nouvelles immatriculations), impulsée par les dispositifs de défiscalisation.

## Des importations bien orientées

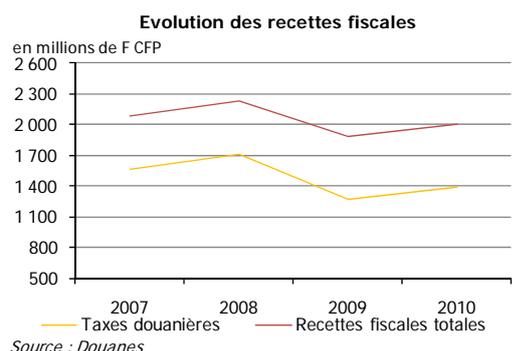
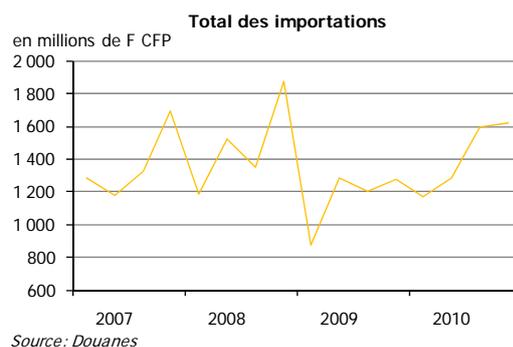
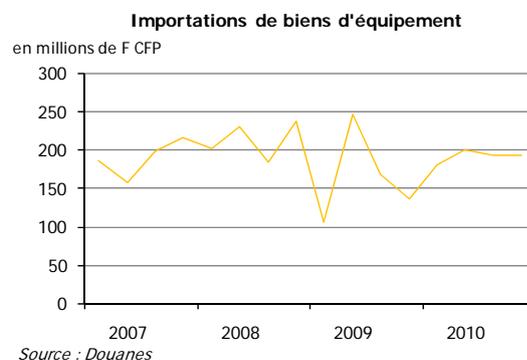
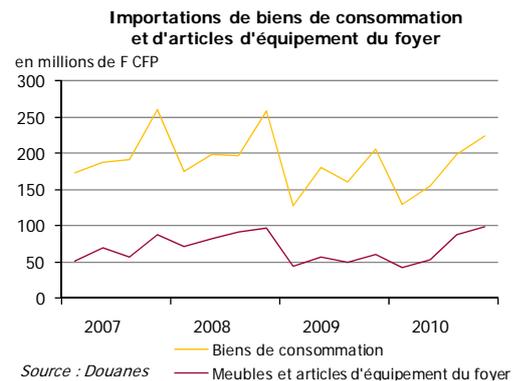
En 2010, les importations de l'archipel se sont élevées à 5,7 milliards de F CFP, soit une progression de 22,3 % en valeur par rapport à 2009 après une diminution de 21 % entre 2008 et 2009. La hausse observée résulte principalement des importations de produits agricoles et alimentaires, de biens intermédiaires et d'énergie qui augmentent respectivement de 24,2 %, 32 % et 25,6 % sur la période. En lien avec l'accélération de la croissance au second semestre, 56,6 % des importations, en valeur, ont eu lieu durant la seconde moitié de l'année.

Cette hausse des importations, si elle traduit les effets d'une conjoncture mieux orientée, est aussi à rapprocher avec un nombre plus important de touchées de navires de marchandises sur l'année : 17 en 2010 contre 15 l'année précédente.

## Des recettes fiscales en hausse

En l'absence d'impôts sur le revenu et sur les bénéfices des sociétés, les recettes fiscales du Territoire sont très fortement corrélées au niveau des importations. La reprise des importations en 2010 s'est traduite par une augmentation des taxes douanières (incluant les droits de douane, les taxes d'entrée et les taxes intérieures de consommation) de 9,6 %, alors que ces dernières avaient chuté de 25,4 % l'année précédente. Les taxes d'entrée, qui s'appliquent sur les produits en provenance de la zone euro, et les droits de douanes, qui frappent toutes les marchandises importées, augmentent respectivement de 12,8 % et 15,2 %. La progression des taxes intérieures de consommation est moindre (1,9 %) en raison d'une baisse de la consommation de tabac.

Les recettes fiscales totales de l'année, constituées à 70 % des taxes douanières et, pour le reste, de taxes diverses (21 %) et d'impôts directs (9 %), s'établissent à 2 001 millions de F CFP et enregistrent une progression annuelle de 5,9 %.



# LE BTP ET LE COMMERCE, SECTEURS MOTEURS DE L'ECONOMIE

## L'enquête trimestrielle à dires d'experts de l'IEOM

Entre 2002 et 2010, l'IEOM a mené une enquête de conjoncture auprès d'un panel d'entreprises représentatives des principaux secteurs d'activité du Territoire. Les soldes d'opinion des chefs d'entreprises permettaient, chaque trimestre, d'analyser la conjoncture économique du Territoire. Pour des raisons de méthodologie statistique, l'IEOM a décidé d'abandonner l'enquête sous cette forme.

Elle est remplacée, depuis juin 2010, par une enquête à « dires d'experts » dont l'objet est de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprises représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire (BTP, commerce, tourisme...). Ces informations qualitatives sont complétées par l'exploitation d'indicateurs quantitatifs disponibles dans ces différents secteurs.

## Le BTP, pilier de la croissance économique

L'activité du BTP est soutenue depuis le début de l'année 2010 par la commande publique. Les montants engagés au cours de l'année 2010 s'élevaient à 1 744 millions de F CFP, soit 30 % de plus qu'en 2009. 84,2 % de ce montant relève de contrats passés au titre du 9<sup>e</sup> FED, grâce à la notification en février 2010 du chantier d'agrandissement du port de commerce de Mata'Ututu (1 071 millions de F CFP).

L'ensemble des marchés en cours d'exécution au 31 décembre 2010 atteint un montant global de plus de 4 milliards de F CFP, dont 46 % ont été mis en paiement au 31 décembre 2010. La réalisation des marchés d'Etat est plus avancée, avec un taux d'exécution de 67 %, tandis qu'il n'est que de 20 % pour les marchés relevant du 9<sup>e</sup> FED. Selon les professionnels du secteur, l'activité du BTP devrait se maintenir jusqu'au milieu de l'année 2011.

Sur l'année, les importations de ciment ont progressé de 27,9 %, à 68,6 millions de F CFP. Élaboré depuis février 2009, l'indice général des prix du bâtiment, tous travaux confondus, a progressé de 2,8 %, soit un niveau légèrement inférieur au taux d'inflation global sur la période (3,2 %).

## Le commerce, un secteur dynamique

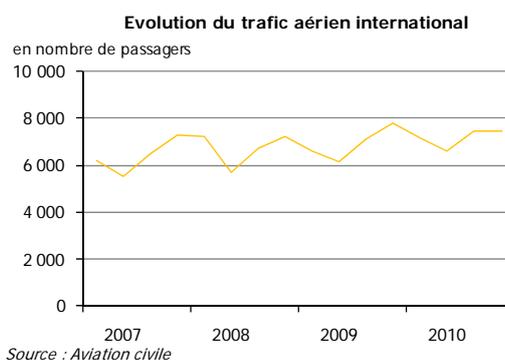
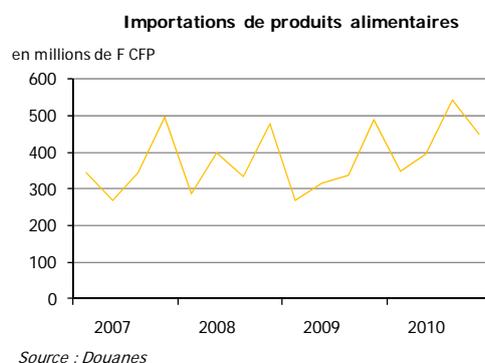
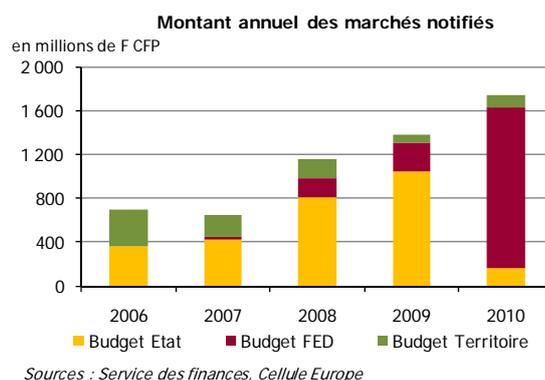
Le secteur du commerce est essentiellement composé, à Wallis comme à Futuna, d'un tissu de petits commerces de détail, alimentaires pour la plupart, auxquels s'ajoutent quelques supermarchés. En 2010, le commerce représentait 21,3 % des entreprises patentées et 37,2 % des emplois du secteur privé.

L'activité commerciale a été dynamique en 2010, comme en témoigne la progression de 24,2 % des importations de produits alimentaires. Cette hausse est le résultat de la reprise de la consommation, mais aussi d'un réajustement du niveau des stocks, afin d'éviter des ruptures trop fréquentes, alors que l'archipel n'est ravitaillé en marchandises que toutes les trois à quatre semaines. A Futuna, l'activité des commerces de détail a été perturbée entre mars et octobre 2010 par l'aide alimentaire massive distribuée aux sinistrés du cyclone *Tomas*.

## Le tourisme, affinitaire avant tout

Compte tenu de l'éloignement de l'archipel, le trafic aérien revêt une importance particulière. Trois vols hebdomadaires relient Wallis à Nouméa. Le tourisme est peu développé sur l'île et les mouvements de passagers, à l'arrivée comme au départ, ont pour principaux motifs les visites familiales<sup>1</sup> ou les déplacements professionnels.

Le trafic international<sup>2</sup>, en progression constante depuis plusieurs années, connaît une nouvelle hausse en 2010 : 310 mouvements réguliers d'avions ont été enregistrés (+1,6 %) avec à leur bord 28 654 passagers (+3,6 %). Le taux de remplissage des vols est de 66,2 % en 2010, il avait atteint jusqu'à 78,8 % en 2008 avant la mise en place de la troisième fréquence hebdomadaire.



<sup>1</sup> Lors du recensement de la population 2009 en Nouvelle-Calédonie, 21 300 personnes se sont déclarées appartenir à la communauté d'origine wallisienne ou futunienne (Source : ISEE).

<sup>2</sup> Il existe aussi une ligne aérienne domestique entre Wallis et Futuna assurée par 2 avions bimoteurs, qui est à ce jour le seul moyen de liaison entre les 2 îles.

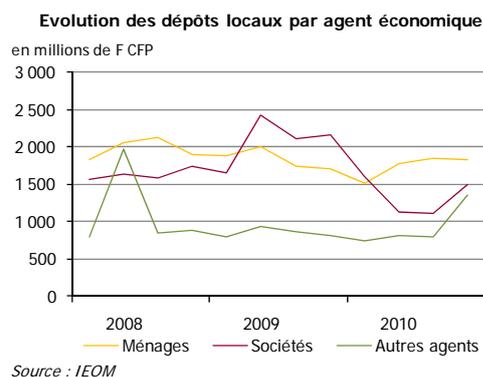
## Des dépôts locaux stables sur l'année

Sur l'année, les dépôts locaux affichent une relative stabilité (-0,6 % à 4,6 milliards de F CFP), avec cependant des différences marquées selon les agents économiques.

Après une chute importante début 2010, les avoirs des sociétés enregistrent de nettes augmentations aux troisième (+10,1 %) et quatrième (+41,8 %) trimestres, qui résultent de l'accélération des mises en paiement en fin d'année.

La situation des ménages est quant à elle marquée par une augmentation annuelle de leurs dépôts à vue de 12,5 %. Dans un contexte de taux peu rémunérateurs, les particuliers continuent en outre de privilégier les placements sur contrats d'assurance-vie, dont l'encours progresse de 18,8 % en 2010.

Enfin, les dépôts des autres agents économiques ont plus que doublé au cours du dernier trimestre, sous l'effet du reversement en comptes courants de placements arrivés à leur terme.



## Progression de la masse monétaire en fin d'année

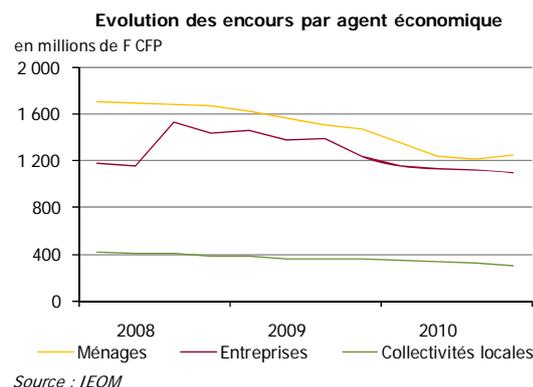
A fin 2010, la masse monétaire M3 s'établit à 6,8 milliards de F CFP, soit une progression de 1,6% en glissement annuel. La masse monétaire M3, qui avait été fortement impactée en début d'année par le recul des dépôts à vue, ne s'est redressée qu'au dernier trimestre de l'année : l'augmentation de la circulation fiduciaire (+ 8,2 %, due en partie à l'indemnisation en numéraire des sinistrés du cyclone *Tomas*) et celle des dépôts à vue (+ 33,1%) viennent impacter positivement l'agrégat M1 de la masse monétaire qui augmente de 22,3 % en un trimestre.

## Un recul confirmé du financement bancaire

L'encours des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires intervenant à Wallis-et-Futuna a poursuivi son ralentissement en 2010 (-13,7 %, après une baisse de 12,9 % en 2009).

Compte tenu de la quasi-absence d'octrois de crédits par les établissements situés hors zone d'émission, leurs encours chutent de 19,1 % sur l'année. L'activité de crédit du système bancaire local est toujours en retrait en 2010 (-5,2 %) mais de façon moins prononcée que l'année précédente (-7,2 %). Une reprise des crédits de trésorerie aux particuliers est effective depuis juin 2010 (+8,4 % en un semestre), avec un effet de rattrapage à la suite d'une suspension temporaire en début d'année du système de cessions sur salaires garantissant le remboursement de ce type de concours.

Tous établissements confondus, l'encours de crédit aux ménages recule de 14,4 % en un an, suite à une érosion de plus en plus marquée du crédit à l'habitat (-30,5%). Le financement des entreprises reste morose, avec une baisse de leurs encours de 12 %. Au 31 décembre 2010, les secteurs du commerce et des services polarisent 96,2 % du crédit distribué à ce type d'agent économique.



## PERSPECTIVES

Pour l'année 2011, les chefs d'entreprises interrogés chaque trimestre par l'IEOM restent prudents. Ils anticipent, à partir du second semestre, une baisse de la commande publique, qui a joué un rôle moteur dans la croissance en 2010. A plus long terme, ils demeurent inquiets vis-à-vis de l'évolution de leur environnement et ils redoutent en particulier une réduction du volume des appels d'offres avec, comme conséquence, une plus grande difficulté à créer des emplois dans le secteur privé.

Pourtant de nombreux projets sont en cours de programmation : la perspective de l'organisation des mini-jeux de 2013, qui implique une remise à niveau d'un certain nombre d'infrastructures dans des domaines structurants de l'économie (hébergement, routes, équipements sportifs) ; la poursuite des travaux de l'Agence de Santé ; la réhabilitation complète du Lycée d'Etat de Mata'Utu...

Enfin, l'année 2011 sera dédiée à la finalisation des documents de programmation du 10<sup>e</sup> FED, dont l'action a été centrée sur la reconstruction du quai de Leava à Futuna. Une enveloppe sera aussi consacrée à l'élaboration d'une stratégie globale de développement du Territoire, document attendu en matière de programmation des investissements.